

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 31 JANVIER 1915

Proposition de loi sur la réglementation des industries à domicile
(travail à domicile salarié).

DÉVELOPPEMENTS

MESSEURS,

Notre première proposition de loi, relative aux industries à domicile, est devenue caduque par suite de la dissolution des Chambres. Elle avait reçu un accueil favorable dans les sections et, au sein de la section centrale, composée de MM. Cooreman, président, Rens, Thooris, Denis, Raemdonck et Tibbaut, la majorité des membres s'était déclarée favorable aux principes de la proposition. Elle avait désigné deux rapporteurs et chargé M. Rens (voir annexe I) de passer en revue toutes les législations sur la matière (1) et M. H. Denis d'exposer les résultats des lois australienne et anglaise (2).

Depuis le dépôt de cette première proposition, basée sur les résolutions du I^{er} Congrès du Travail à Domicile, l'Office du Travail à Domicile a organisé à Zurich un deuxième congrès qui a eu un succès énorme, grâce à l'excellente ordonnance des travaux et grâce aussi au fait que toutes les nuances de partis, toutes les organisations syndicales, socialistes, chrétiennes et neutres, ainsi que les gouvernements, dont celui de Belgique, y étaient représentés.

Pour permettre à ce congrès de discuter une formule précise, la section belge avait élaboré un texte résultant de la fusion de notre première proposition avec un avant-projet de M. Pierre Verhaegen. C'est ce texte commun, adopté par l'ensemble de la section belge, qui, amendé et amélioré, a été recommandé aux législatures de tous les pays par le vote quasi-unanime du II^e Congrès international.

Nous ne voulons pas résumer ici les débats qui ont eu lieu à Zurich. Nous renvoyons nos collègues aux nombreux rapports présentés à ce congrès,

(1) Depuis lors, il a paru un excellent exposé de la question dans le beau livre de M. P. BOYVAL : *La lutte contre le sweating system* (préface de M. le comte A. de Mun). (Editeur : Félix Alcan, Paris. 718 p. 12 fr.)

(2) Cet aspect du problème vient d'être traité également et d'une manière fort complète par M. B. Raynaud dans la dernière publication de la section française de l'Association internationale pour la protection légale des travailleurs.

ainsi qu'au compte rendu des discussions qui paraîtra dans quelques jours. Mais il nous sera bien permis de constater qu'à Zurich, comme à Bruxelles, les congressistes de toutes les nationalités et de tous les partis ont été d'accord pour proclamer la nécessité de fixer un minimum de salaire, de prendre des mesures d'hygiène, d'organiser l'enregistrement des ouvriers et des ouvrières et enfin de rendre notre législation applicable à tous les travailleurs à domicile, sans distinction de sexe.

L'Association internationale pour la protection des travailleurs s'est occupée à son tour de cette question (Zurich, 10 septembre 1912) et elle a voté une résolution qui a confirmé *en tous points* les idées formulées par la proposition belge. Nous avons reproduit également en annexe II le texte de cette résolution suggestive, où l'on retrouve jusqu'au libellé de certains articles de notre proposition.

On peut donc dire, sans crainte de démenti, que l'adoption de la formule de Zurich entre dans les vœux de l'immense majorité de ceux qui s'occupent de ce problème angoissant et voudraient déraciner les abus dont sont victimes les malheureux travailleurs à domicile.

C'est pour ce motif que l'idée nous a été suggérée de déposer une nouvelle proposition signée, cette fois, non par les membres d'un seul parti, mais par les représentants de tous les partis siégeant aux Chambres belges. Cette collaboration signifie que tous les hommes d'œuvre sont d'accord en Belgique pour demander le vote de la présente proposition dans le plus bref délai possible. Aussi comptons-nous sur la bienveillance et l'esprit de justice de tous nos collègues pour faire aboutir nos efforts communs.

CAM. HUYSMANS.



ANNEXE I.

Rapport de la première section centrale sur la législation étrangère.

Le travail à domicile engendrant partout les mêmes maux, les mêmes abus, les mêmes misères, il n'est pas étonnant que, partout où elle s'est manifestée, l'intervention légale en cette matière ait eu le même caractère, c'est-à-dire que partout on ait eu recours aux mêmes remèdes, à des mesures de même nature.

Dans tous les pays où il a été légiféré en matière de travail à domicile, l'intervention légale s'est manifestée d'abord et exclusivement par des *mesures d'hygiène et de santé publique* qui offraient ce caractère particulier qu'elles constituaient des mesures de protection plutôt pour les autres que pour les travailleurs eux-mêmes.

Ce n'est que plus tard que surgirent des lois touchant directement à la question des salaires, introduisant franchement le salaire minimum légal, parce qu'on dut reconnaître que la misère, la maladie, la malpropreté sont la conséquence naturelle, inévitable *des bas salaires*, c'est-à-dire de l'application du *sweating system*.

Il est donc tout naturel, en présence de cette espèce de double législation ; que, dans l'exposé qui va suivre, les lois étrangères qui régissent la matière du travail à domicile soient divisées en deux catégories, celles qui ont pour objet l'hygiène, la santé publique, et celles qui ont pour objet la réglementation des salaires, sauf à réserver à un chapitre spécial l'examen de ces diverses législations envisagées au point de vue spécial des personnes et des ateliers auxquelles elles s'appliquent.

A. LOIS DE PROTECTION DE LA SANTÉ PUBLIQUE.

Angleterre.

C'est en Angleterre, qu'à la suite de l'enquête de la Chambre des Lords, en 1888-1889, fut élaborée la première loi de protection de la santé publique, s'appliquant au travail à domicile.

Cette loi fut votée en 1891, modifiée en 1895 et complétée en 1901.

Les mesures d'hygiène qu'elle comprend peuvent se résumer comme suit : interdiction de faire travailler dans des maisons où règnent des maladies contagieuses, prescription des conditions ordinaires d'hygiène, de propreté des locaux où le travail est exécuté.

Des pénalités sont prévues en cas de contravention, avec cette particularité que la loi fait retomber la responsabilité de la violation de ses prescriptions sur les patrons, à l'égard desquels elle déclare qu'il faut considérer comme atelier tout local quelconque où il est travaillé pour leur compte.

États-Unis.

Presque en même temps qu'en Angleterre, les *États-Unis*, dans une série de lois promulguées successivement dans les divers États, prennent à l'égard du travail à domicile des mesures énergiques intéressant la santé publique.

Ces lois, qui sont d'ailleurs signalées dans les développements de la première proposition de loi soumise aux Chambres belges, sont : l'act de New-York du 18 mai 1892; — New-Jersey, 17 mars 1893; — Massachussets, 20 mai 1894; — Pensylvanie, 11 mars 1895; — Illinois, 1^{er} juin 1895; — Wisconsin, 20 avril 1899; — Maryland, 4 avril 1896; — Ohio, 23 septembre 1901; — Indiana, 1897; — Missouri, 1899; — Connecticut, 1869 et Michigan, 1901.

Les prescriptions essentielles qu'elles renferment peuvent se résumer comme suit :

Déclaration obligatoire préalable à toute ouverture d'atelier quelconque, suivie de l'inspection des locaux, au point de vue de l'aération et de la propreté, par les officiers de police ;

Défense de travailler dans la chambre servant pour la cuisine, pour le manger, et le coucher sauf dans certains états l'autorisation préalable et exception faite pour les membres d'une même famille s'adonnant seuls au travail ;

Surveillance des ateliers domestiques et inspection très développée.

Pouvoirs étendus donnés aux inspecteurs en cas de maladies contagieuses, allant jusqu'à la désinfection, la confiscation et la destruction des objets contaminés ;

Application obligatoire sur les objets confectionnés du « label » ou étiquette avec l'inscription « *tenement made* », « fait à domicile. »

Australie

En *Nouvelle-Zélande*, des mesures de même nature furent prises, notamment en ce qui concerne l'inspection de tout local où travaille un étranger à la famille, et en ce qui concerne l'application du « label » comme une espèce de marque d'infamie.

D'autres États australasiens ont suivi l'exemple de la Nouvelle-Zélande.

Allemagne

En *Allemagne*, comme l'indique l'auteur de la première proposition de loi soumise aux Chambres belges, outre les ordonnances de 1895-1905-1907 concernant les enfants et ouvriers du tabac, il y a l'ordonnance spéciale qui fixe le volume minimum que doit avoir toute chambre où travaille un ouvrier du tabac.

Enfin une loi du 20 décembre 1911 régleme d'une manière générale le travail à domicile en Allemagne.

Cette dernière loi investit les autorités de police locale de pouvoirs particuliers permettant de prescrire des mesures d'hygiène et de sécurité, notam-

ment, en ce qui concerne la dimension des ateliers, la ventilation, l'expulsion des poussières, et de donner des instructions spéciales en ce qui concerne le mode d'exécution du travail, l'emballage des denrées alimentaires.

Ces autorités peuvent aussi élever l'âge d'admission des enfants dans ces ateliers, imposer des locaux spéciaux pour le travail dangereux et insalubre, et même interdire complètement l'admission des enfants pour des raisons d'hygiène ou de moralité.

B. LOIS RÉGLEMENTANT LE SALAIRE

Australasie

« La toute première dans le monde, l'Australasie, c'est-à-dire, l'Australie proprement dite, et la Nouvelle-Zélande, entreprit la lutte contre le « Sweating System » par l'institution d'un minimum légal de salaire. » (BOYVAL, *Lutte contre le sweatingsystem*, p. 243.)

En Nouvelle-Zélande, pour les apprentis le salaire minimum est directement fixé par la loi. (Act du 21 oct. 1899, amendé le 8 nov. 1901.)

Pour les ouvriers non apprentis, on arrive indirectement à la fixation d'un salaire minimum, par l'arbitrage obligatoire pour tout conflit intéressant le travail, institué par la loi du 31 août 1894.

La loi de 1894 permet de soumettre tout conflit qui intéresse le travail au « Local conciliation Board » et, dans le cas où la décision du « Local conciliation Board » n'est pas acceptée, à la Cour d'arbitrage.

Toute décision du « Local conciliation Board », une fois admise par les parties, devient convention industrielle ou convention collective et reçoit force de loi comme toute convention. — Toute sentence de la Cour d'arbitrage a force de loi pour les parties.

Ces sentences peuvent porter fixation de *minimum de salaire* que la Cour peut rendre applicable pour tous les ouvriers d'une même industrie et limiter à un district ou une partie de district déterminée.

Enfin, la Cour peut sanctionner par des amendes l'observation de ses sentences et des clauses des divers contrats collectifs.

Cette organisation qui trouve son application dans le travail à domicile comme dans le travail en fabrique, permet de soumettre à l'arbitrage obligatoire tout conflit ouvrier ayant pour objet le taux du salaire et ainsi arrive à instituer d'une manière indirecte le minimum légal de salaire.

Il y a lieu de noter que le *Local Conciliation Board* est composé d'un nombre égal de patrons et d'ouvriers et d'un président désintéressé, élus par les associations de patrons et les associations d'ouvriers dûment enregistrées, toute association de sept membres ayant droit à l'enregistrement et devenant par le fait « Union industrielle ».

La Cour d'arbitrage est formée d'un président, choisi par le Gouverneur parmi les membres de la Cour suprême, et de deux assesseurs nommés l'un par l'Union industrielle des patrons et l'autre par celle des ouvriers.

A signaler aussi la loi de 1896, qui favorise l'augmentation des salaires par

la suppression des sous-entrepreneurs dans certaines industries, c'est-à-dire par la suppression des intermédiaires et par conséquent du bénéfice que ceux-ci prélèvent sur le travail.

L'État de *Victoria*, de son côté, a résolu le problème du minimum légal de salaire d'une manière directe, par l'institution des conseils de salaire dits *special Boards* et la Cour des appels industriels, *Court of industrial appeal*.

Les attributions des *special Boards* sont expressément limités, par la loi du 28 juillet 1896, à la fixation du salaire minimum dans les professions et métiers pour lesquels ils sont créés. Ce salaire minimum peut être révisé par la *Court of industrial appeal*, soit sur requête du ministre, soit sur demande d'un quart des ouvriers ou patrons intéressés. Les décisions de ces conseils ont force de loi et sont publiées au *Journal officiel*. Elles doivent être affichées dans les ateliers et adressées aux ouvriers en chambre individuellement. Le tarif minimum ne peut être enfreint que pour les apprentis, auxquels la loi assure directement une rémunération, modeste au début, avec augmentation annuelle jusqu'au taux minimum de salaire, et pour les « ouvriers infirmes ou lents », pour lesquels l'inspecteur en chef peut délivrer des dispenses limitées en nombre.

Les *special Boards* créés par le Gouverneur, dans les professions où il le juge nécessaire, sont composées de quatre membres au moins, élus pour trois ans, moitié par les patrons, moitié par les ouvriers, et présidés par un président élu par les membres en dehors d'eux.

Les membres sont élus non par les associations ou unions professionnelles, mais par les ouvriers et les patrons individuellement. A cet effet, il est dressé pour les ouvriers deux rôles d'électeurs comprenant l'un les ouvriers de fabrique et l'autre les travailleurs à domicile; ces derniers ont droit à une représentation distincte s'ils forment plus du cinquième du total des deux rôles, sinon ils votent avec les autres.

L'*Australie du Sud*, par une loi votée en 1906, a adopté presque entièrement le système en vigueur dans l'État de *Victoria*.

Le *Queensland* a promulgué, le 14 avril 1900, une loi à peu près identique.

Enfin la *Nouvelle Galle du Sud*, par une loi du 24 avril 1908, substitue le système ci-dessus de l'État de *Victoria* au système de la *Nouvelle-Zélande* qu'elle avait adopté le 11 décembre 1901.

Angleterre.

L'Angleterre a également adopté le salaire minimum légal fixé d'une manière directe, grâce à la loi du 26 octobre 1909, *Trade Boards Act*, qui est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1910, et dont l'application se trouve restreinte aux industries suivantes, qui sont presque exclusivement des industries à domicile : la confection des vêtements, la fabrication des boîtes, la fabrication des dentelles, la fabrication de chaînes.

L'application de cette loi peut être étendue à toutes autres industries par arrêté du *Board of trade*, si le ministre juge que le taux des salaires y est

exceptionnellement bas. D'autre part, la loi reconnaît au ministre le droit d'arrêter l'application de la loi dans une industrie, quand il juge que les conditions du travail y sont modifiées de façon à rendre l'application de la loi inutile. Mais, dans ce cas, il faut confirmation du Parlement.

Aux termes de l'article 4, les Boards of Trade, ou Conseils de l'industrie, ont pour attribution de fixer le tarif minimum des salaires à la journée; ils peuvent aussi le fixer pour les salaires à pièces, et doivent le fixer même chaque fois qu'ils en sont requis par le patron.

Détail intéressant : avant d'arrêter définitivement le tarif minimum de salaire, il doit être procédé à une espèce de *commodo et incommodo*, c'est-à-dire que tous les intéressés sont appelés à proposer leurs objections au tarif proposé par le Conseil.

Les tarifications des Conseils d'industrie sont rendues obligatoires six mois après leur publication et sanctionnées par des pénalités à charge des *patrons* pouvant aller jusqu'à 500 francs, ou bien 125 francs par jour.

Pour les ouvriers infirmes ou incapables, les Trade Boards peuvent délivrer des autorisations spéciales qui exemptent le patron de payer le minimum légal.

Toutes conventions contraires aux prescriptions de la loi sont nulles de plein droit, et il appartient aux patrons d'apporter la preuve de l'observation des prescriptions légales.

Tout ouvrier ou toute personne autorisée par lui, peut adresser au Conseil d'Industrie une plainte pour insuffisance de payement et le Conseil peut poursuivre au nom de l'ouvrier.

La composition des Trade Boards est fixée par les règlements particuliers du Board of Trade; seulement, les conseils doivent toujours comprendre trois catégories de membres : ceux qui représentent les patrons et en nombre égal, ceux qui représentent les ouvriers et, enfin, ceux nommés par le Gouvernement.

La nomination se fait par élection dont l'organisation est laissée au Gouvernement.

Les femmes sont électeurs et éligibles.

Les conseils règlent eux-mêmes leur mode de fonctionnement.

Enfin, les Trade Boards peuvent instituer des comités industriels de district pour renseigner les Trade Boards et faire les propositions de tarification minima.

A côté des Trade Boards, afin d'assurer l'application de la loi, le Board of Trade est autorisé par la loi à nommer les fonctionnaires qu'il juge nécessaires, avec les pouvoirs les plus étendus. Ceux-ci peuvent : exiger la production des feuilles de paie, et de tous états de payement à des ouvriers à domicile; — demander à tout employeur comme à tout ouvrier, les renseignements les plus détaillés sur les noms, adresses et salaires payés, pénétrer à toute heure convenable dans les fabriques et ateliers, et dans tout autre endroit quelconque, où se fait l'exécution du travail à domicile, enfin, examiner et recopier toutes listes d'ouvriers à domicile.

Une amende de 125 francs est comminée contre toute personne s'opposant à l'accomplissement de la mission de ces fonctionnaires ou qui les induirait en erreur, cette amende pouvant, dans ce dernier cas, aller jusqu'à 500 francs et à un emprisonnement de trois mois avec ou sans *hard labour*.

Enfin, la loi impose l'affichage dans les ateliers, fabriques ou tous autres endroits où se distribue et s'effectue le travail à domicile, des avis prescrits par les règlements, notamment et surtout, les tarifications légales.

Allemagne.

En Allemagne, la loi du 20 décembre 1911 n'introduit pas le minimum légal de salaire, seulement, elle prescrit des mesures spéciales qui semblent avoir pour but principal de remédier autant que possible aux abus des salaires de famine et qui sont :

1° L'affichage dans les locaux où le travail est distribué pour être exécuté à domicile et dans ceux où le travail fait est livré à l'entrepreneur, d'une liste des salaires à payer pour chaque catégorie de travail ;

2° La remise obligatoire, à chaque ouvrier à domicile, d'un carnet de salaires où est indiqué la nature du travail à effectuer et le salaire y afférent ;

3° L'institution de conseils professionnels (*Fachausschüsse*) ayant pour mission de faire rapport aux autorités centrales ou locales sur les conditions de l'industrie et du travail, de réunir toutes espèces d'informations sur les salaires, de favoriser la conclusion de contrats collectifs ou de tarifs.

Ces conseils se composent d'un nombre égal de patrons et d'ouvriers et d'un président qui ne peut être ni patron ni ouvrier, mais doit posséder la connaissance technique du métier.

Le président est nommé par les autorités provinciales qui nomment également la moitié des délégués patrons et ouvriers après avoir pris l'avis des ouvriers et des patrons, ces derniers nommant l'autre moitié des délégués à la simple majorité.

C. — DÉTERMINATION DES PERSONNES ET DES ATELIERS AUXQUELLES S'APPLIQUENT LES MESURES DE PROTECTION DANS LES DIVERSES LÉGISLATIONS ÉTRANGÈRES.

En Angleterre, pour l'application et l'exécution des mesures sanitaires, la loi considère comme ateliers de travail, tous les locaux où l'on travaille pour compte d'un patron. En outre, elle impose aux patrons l'obligation de communiquer deux fois par an, aux autorités administratives, les listes des personnes qu'ils emploient au dehors de leurs propres ateliers.

Pour l'application du salaire minimum légal, la loi détermine spécialement les industries qu'elle soumet à son régime et stipule qu'elle s'applique à tout boutiquier, marchand ou commerçant qui, expressément ou implicitement, conclut avec un ouvrier un contrat impliquant l'exécution d'un travail pour lequel un tarif minimum a été fixé.

Aux États-Unis, d'une manière générale, la loi répute atelier, toute

maison, toute chambre ou tout endroit quelconque où l'on fabrique, retouche ou finit certains objets en vue de la vente.

En outre, elle prescrit l'enregistrement obligatoire des ouvriers ou sous-entrepreneurs travaillant ou faisant travailler dans les *tenement houses*.

En Australasie partout on exige l'enregistrement, l'immatriculisation des ouvriers renseignant leurs noms, adresse et salaire.

La loi allemande vise tous les ateliers y compris : 1° ceux où une personne déterminée n'emploie que des membres de sa propre famille ; 2° ceux où une ou plusieurs personnes exécutent un travail industriel sans être au service immédiat d'un employeur qui contrôlerait et dirigerait les ateliers. Elle excepte seulement les ateliers où l'on travaille directement pour le compte de la famille.

RENS.

ANNEXE II.

Résolution de la septième assemblée des délégués de l'Association Internationale pour la protection légale des travailleurs sur le travail à domicile (Zurich, 10-12 septembre 1912.)

L'Assemblée des délégués déclare avec une énergie nouvelle que justifient les expériences et les études des dernières années, que la situation lamentable d'un très grand nombre de travailleurs à domicile provient, avant tout, de l'insuffisance extrême des salaires et que rien d'efficace n'aura été fait tant qu'on n'aura pas trouvé les moyens de les relever.

A cette fin :

I. L'Assemblée des délégués recommande à nouveau l'organisation corporative des travailleurs à domicile et l'établissement de contrats collectifs. La liberté de coalition et d'association lui apparaît comme la condition nécessaire du développement de ces contrats. Elle demande la reconnaissance légale du contrat collectif dans les pays où cette reconnaissance ne résulte pas du droit actuel, de façon à assurer leur efficacité juridique et même, éventuellement, leur extension à d'autres travailleurs à domicile de la même catégorie professionnelle, qui n'étaient pas parties au contrat. L'assemblée invite les Sections nationales à entrer en contact avec les organisations des travailleurs à domicile actuellement existantes, dans le but d'encourager la conclusion de contrats collectifs ;

II. L'Assemblée des délégués recommande l'affirmation, dans la législation de chaque pays, du principe permettant d'annuler et de réprimer les contrats stipulant des salaires insuffisants et usuraires. Elle considère ce principe comme essentiel, tout en reconnaissant que les difficultés de son application judiciaire en limitent trop l'efficacité pour que l'adoption de ce principe suffise à résoudre pratiquement, même en partie, le problème ;

III. L'Assemblée des délégués est d'avis qu'actuellement toute législation visant à protéger les travailleurs à domicile serait inefficace si elle n'avait pour base l'institution d'un minimum de salaire fixé par des comités constitués d'après les règles suivantes :

1° Les Comités de salaires contiennent une représentation paritaire des

ouvriers et des patrons. En règle générale, cette représentation doit être élue par les intéressés. Si cette élection ne peut avoir lieu, la désignation doit être faite par les organismes ayant la confiance des intéressés, ou, à leur défaut, par le Gouvernement.

Le président est pris en dehors des catégories intéressées. Il est nommé par le Comité ou, à défaut d'entente sur ce choix, par le Gouvernement. Il a voix délibérative (droit de vote).

2° Le salaire minimum doit être déterminé de façon à permettre aux travailleurs à domicile de capacité moyenne de gagner par heure de travail un salaire équivalent, autant que possible, à ceux des ateliers similaires de la localité ou de la région qui assurent à leur personnel des salaires convenables (faire wages).

En tout cas, il faut que le salaire minimum assure aux travailleurs des conditions normales d'existence et notamment, une nourriture saine et un logement hygiénique.

3° Le comité des salaires détermine d'office et publie immédiatement le salaire ainsi défini.

4° Le comité doit, toutes les fois que la chose est possible, établir des séries de prix minima pour les diverses opérations que comporte la profession.

5° Le salaire devra être augmenté des charges telles que fournitures, pertes de temps, etc., imposées aux ouvriers.

6° Le salaire minimum doit être payé intégralement à l'ouvrier, sans aucune déduction pour la rétribution des entrepreneurs ou sous-entrepreneurs.

7° Lorsque, dans une profession relevant d'une commission de salaires, il existe des contrats collectifs de travail, la commission appelée à établir les salaires minima visera en premier lieu à étendre le bénéfice du contrat collectif à tous les ouvriers à domicile.

8° Pour les opérations non visées aux séries de prix dont il est question au 4°, l'employeur doit prouver, en cas de contestation, que les conditions faites aux ouvriers sont telles qu'elles permettent aux travailleurs de capacité moyenne d'obtenir le salaire de base fixé au temps.

Les contestations sont tranchées par les comités de salaire.

9° Le comité fixe aussi des échelles de salaires et, si possible, des prix minima, pour les apprentis de la profession, même si l'apprentissage a lieu en atelier.

10° Toute violation d'une des dispositions de la loi constitue, pour chaque fait, vis-à-vis de chaque ouvrier, un délit et donne lieu à une peine distincte.

11° Toute organisation professionnelle, toute personne intéressée dans la profession et toute association autorisée à cet effet peut signaler au Comité que le salaire payé est inférieur au salaire minimum fixé pour la profession.

Ces personnes et organisations peuvent également exercer toutes les actions en justice prévues par la loi,

12° Les salaires fixés par les Comités locaux sont soumis au contrôle d'une Commission centrale de revision opérant d'office, à bref délai. Cette Commission pourra modifier et coordonner les décisions locales. Elle sera instituée par le ministre et composée, sur la base paritaire, de délégués choisis parmi les membres des Comités de salaire.

IV. L'Assemblée des délégués invite les parlementaires membres de l'Association internationale à faire ou à provoquer le dépôt de propositions de loi conçues dans les vues des résolutions votées.

Elle demande instamment aux sections nationales d'entreprendre une campagne énergique en vue de convaincre l'opinion publique de la nécessité de l'institution du minimum légal de salaires dans les industries à domicile.



Proposition de loi sur la réglementation des industries à domicile.
(Travail à domicile salarié.)

CHAPITRE PREMIER.

Définitions. Étendue des effets de la loi.

ARTICLE PREMIER.

Le mot *union professionnelle* désigne l'union professionnelle, qu'elle soit locale, régionale, nationale, reconnue ou non.

Le mot *employeur* comprend non seulement l'entrepreneur et le sous-entrepreneur, mais également le courtier.

Les mots *ouvrier, travailleur et apprenti* s'appliquent aux ouvriers, travailleurs et apprentis des deux sexes.

Sont considérés comme *travailleurs à domicile*, les ouvriers qui, appartenant à l'industrie dispersée ou décentralisée, travaillent pour compte d'un employeur auquel ils sont liés par un contrat de louage d'ouvrage.

ART. 2.

Sont notamment soumis au régime de la présente loi, les travailleurs industriels suivants :

Dentellières.
Tisserands et tisserandes de lin.
Cordonniers.
Tisserands et tisserandes de laine.
Tailleurs et tailleuses pour hommes.

Wetsvoorstel tot regeling van de huisnijverheid (bezoldigde huisarbeid).

HOOFDSTUK I.

Woordbepaling. Omvang van de werking der wet.

ARTIKEL 1.

Het woord *vakvereniging* duidt de vakvereniging aan, deze zij plaatselijk, gewestelijk, nationaal, erkend of niet erkend.

Het woord *werkgever* bedoelt niet alleen den aannemer en den onderaannemer, maar ook den makelaar.

De woorden *werkman, arbeider en leergast* zijn van toepassing op de werklieden, arbeiders en leergasten van beiderlei geslacht.

Als *huisarbeiders* worden beschouwd de werklieden die, alhoewel behorende tot de verspreide of gedecentraliseerde nijverheid, arbeiden voor rekening van een werkgever, aan wien ze zijn verbonden door eene overeenkomst van werkverhuring.

ART. 2.

Onder toepassing van deze wet vallen, met name, de volgende nijverheidswerklieden :

Kantwerksters.
Vlaswevers en vlasweefsters.
Schoenmakers.
Wolwevers en wolweefsters.
Heerenkleermakers en -maaksters.

Armuriers et forgerons de canons de fusils.	Wapenmakers en geweerloopsmeden.
Gantiers, gantières, couseurs et couseuses de gants.	Handschoensnijders en -snijdsters, handschoennaaiers en -naaisters.
Tisserands et tisserandes de coton.	Katoenwevers en -weefsters.
Tailleurs et tailleuses pour femmes.	Dameskleermakers en -maaksters.
Bonnetiers et bonnetières.	Mutsenmakers en -maaksters.
Tresseurs et tresseuses de paille.	Stroovlechters en -vlechtsters.
Brodeuses sur tulle.	Tulleborduursters.
Lingères.	Linnennaaiers.
Cordiers, cordières.	Koordendraaiers en -draaieters.
Ébénistes-sculpteurs.	Schrijnwerkers-beeldhouwers.
Chaisiers, chaisières, rempailleurs et rempailleuses de chaises.	Stoelmakers, stoelmaaksters, stoelvrechters en stoelvrechtsters.
Yanniers.	Mandenmakers.
Chemisières.	Hemdenmaaksters.
Polisseurs et polissenses de marbres.	Marmerpolijsters.
Bobineurs, bobineuses, brodeurs, brodeuses, épouleurs, épouleuses, tisserands, tisserandes de tissus d'ameublement.	Bobijners, bobijnsters, borduurders, borduursters, spoelers, spoelsters, wevers, weefsters van stoffeeringweefsels.
Cloutiers, cloutières.	Nagelmakers, nagelmaaksters.
Cigariers, cigarières et cigarettières.	Sigarenmakers, sigaren- en sigarettensmaaksters.
Couseuses de sacs en toile.	Linnenzakkennaaiers.
Planeurs, finisseurs et finisseuses de sabots.	Klompenplaneerders klompenmakers en -maaksters.
Casquettiers, casquettières.	Pettenmakers, -maaksters.
Brodeuses sur lingerie.	Witgoedborduursters.
Brossiers, brossières.	Borstelmakers, -maaksters.
Nettoyeuses d'étoffes (débarreuses, napeuses, rentrayeuses).	Stoffenreinigsters (ontwarsters, nopsters, stopsters).
Tisserands et tisserandes de jute.	Jutewevers en -weefsters.
Couteliers.	Messenmakers.
Passementiers, passementières.	Passementmakers en -maaksters.
Confectionneuses de cols et cravates.	Halsboord en -dasmaaksters.
Chainetiers-ferronniers.	Keten- en kleinijzermakers.
Fleuristes.	Bloemenmaaksters.
Confectionneuses de corsets et jupons.	Keurslijven- en rokkenmaaksters.
Modistes.	Modisten.
Tisserands et tisserandes de soie.	Zijdewevers en -weefsters.
Nattiers, nattières.	Mattenmakers en -maaksters.
Carcassiers, couturières en paraphuies.	Geraamtenmaaksters voor regenschermen, regenschermnaaiers.
Bijoutiers-joailliers, sertisseurs.	Juwelmakers, juweelzetters.
Trièuses, effilocheuses de laine.	Woluitpluisters en -pluksters.
Coupeurs, coupeuses de poils.	Haarsnijders en -snijdsters.

Frangéuses de tissus de laine (châles).	Franjemaaksters voor wolweefsels (sjaals).
Colleurs, colleuses de sacs en papier.	Papierenzakkenplakkers, -plaksters.
Cartonniers, cartonnières.	Kartonmakers, -maaksters.
Confectionneurs de balles à jouer.	Speelballenmakers.
Fileurs, fileuses de jute.	Jutespinners, -spinsters.
Brodeurs, brodeuses d'art.	Kunstaborduurders, kunstborduursters.
Chapeliers.	Hoedenmakers.
Tresseurs, tresseuses de jonc (pour la vannerie).	Biezenvlechters, -vlechtsters (voor manden).
Confectionneurs, confectionneuses de boîtes à allumettes.	Zwavelstokdoosjesmakers, -maaksters.
Confectionneurs d'articles en jais et d'ornements divers pour modes.	Gitten en andere modesieradenmakers en -maaksters.
Constructeurs de pièces détachées pour vélocipèdes.	Rijwielstukkenmakers.
Couseurs, couseuses, garnisseurs, garnisseuses de fourrures et pelleteries.	Pelsnaaiers, -naaisters, -stoffeerders, -stoffeersters.
Boulonniers.	Klinkhoutmakers.
Confectionneurs, confectionneuses de chapeaux de paille.	Stroofoedenmakers, -maaksters.
Selliers, bourreliers.	Zadelmakers, gareelmakers.
Couseuses de serviettes pour filtres-presses.	Zijdoeknaaisters.
Crocheteuses.	Haakborduursters.
Sculpteurs, tourneurs en marbres pour pendules, bronzeurs, ciseleurs de garnitures de pendules.	Marmersnijders, -draaiers, bronsververs, drijvers van garneersels (voor staande uurwerken).
Boutonniers, boutonnières.	Knoppenmakers, knoppenmaaksters.
Argenteurs de dragées, confectionneurs, confectionneuses de jouets, de cages, de carcasses d'abat-jour, coupeuses de bouchons, de baleines, filocheuses, peigneuses, pipiers, tabletiers, tailleurs de cristaux.	Suikergoedverzilverers, speelgoedmakers (maaksters), koosmakers (maaksters) vallichtmakers (maaksters), stoppen-snijders, baleinensnijdsters, netweefsters, kamsters, pijpenmakers, inleggers, kristalsnijders.
Épouleurs, épouleuses, dévideurs, dévideuses de fil de soie.	Zijdendradenspoelers, -spoolsters, -haspelaars, -haspelaarsters.
Garnisseurs, garnisseuses, couturières en stores et articles divers d'ameublement.	Gordijnstoffeerders, -sters, naaisters van gordijnen en andere artikelen van stoffeering.
Boisseliers.	Schepelmakers.
Portefeuillelistes.	Brievenstaschmakers.
Bordeurs, bordeuses de papier de deuil.	Rouwpapierborduurders, -borduursters.
Quincailliers.	IJzerkramers.
Confectionneurs d'articles pour équipements militaires.	Lederbewerkers voor militaire kleedij.

Malletiers.
 Prépareurs, prépareuses de déchets de lin et de coton.
 Plumassières.
 Couseuses de bretelles.
 Confectionneurs d'instruments de musique.
 Trimeuses de pipes en terre.
 Bobineurs, bobineuses, épouleurs, épou-leuses de fil de chanvre et de jute.
 Bandagistes.
 Confectionneurs de jeux de société.
 Racommodeuses de tulle.
 Tisserands, tisserandes, bobineurs, bobineuses, frangeurs, frangeuses de tapis et carpettes.
 Confectionneurs d'articles de chapellerie militaire.
 Confectionneuses de sous-bras.
 Monteurs de manches de parapluies.
 Sculpteurs en ivoire.
 Pliieuses de caramels.
 Orfèvres.
 Fileurs de poils.

La présente énumération n'a qu'une portée exemplative et elle n'exclut pas du bénéfice de la loi les ouvriers des industries connexes qui se trouveraient dans les mêmes conditions de travail que les ouvriers susmentionnés et qui pourront être ajoutés par arrêté royal à la liste du présent article.

CHAPITRE II.

Enregistrement des ouvriers.

ART. 3.

Il est interdit à tout employeur de donner de l'ouvrage à effectuer en dehors de son établissement ou de ses dépendances à tout ouvrier non enregistré.

L'enregistrement comprend : 1° le

Koffermakers.
 Vlas-enkatoenafvalgereedmakers,-makers.
 Vederbereidsters.
 Bretelnaaisters.
 Speeltuigmakers.
 Aarden pijpenmaaksters.
 Vlas- en jutebobijners, -bobijnsters, -spoelers, -spoelsters.
 Breukbandmakers.
 Gezelschapsspelenmakers.
 Tulleverstelsters.
 Tapijt- en karpetwevers, -weefsters, -bobijners, -bobijnsters, -franjemakers en -maaksters.
 Militaire hoedenbewerkers.
 Okseldoekjesmaaksters.
 Regenscherm-steelinzetters.
 Ivoorbeeldhouders.
 Caramel-plooisters.
 Goudsmiden.
 Haarspinners.

Die opsomming dient enkel tot voorbeeld en sluit van het voordeel der wet niet uit de arbeiders der nijverheidsbedrijven daarmede verwant, die in dezelfde arbeidsomstandigheden zouden verkeerren als de bovengemelde arbeiders en die, bij koninklijk besluit, kunnen worden toegevoegd aan de lijst vervat in dit artikel.

HOOFDSTUK II.

Van de boeking der arbeiders.

ART. 3.

Het is elken werkgever verboden, aan elken niet geboekten arbeider werk te geven dat moet worden verricht buiten zijne inrichting of hare bijgebouwen.

De boeking bevat : 1° het door het

certificat délivré par l'administration communale; 2° le registre tenu par l'employeur; 3° le livret individuel délivré par l'employeur. Ces documents seront rédigés dans la langue comprise par l'ouvrier.

ART. 4.

L'administration de la commune où l'ouvrier est domicilié délivrera à l'ouvrier un certificat établissant que son nom a été dûment inscrit dans un registre spécial. Ce registre, dont les unions professionnelles pourront prendre copie, sera dressé par ordre alphabétique et contiendra l'adresse exacte, l'âge, la date de l'inscription et l'indication de la nature de l'occupation industrielle habituelle de l'ouvrier. L'administration communale sera tenue d'enregistrer le nom de l'ouvrier à la première réquisition de l'intéressé et, dans le mois suivant l'inscription ou le changement d'adresse de l'ouvrier, elle procédera à une enquête sur le degré de salubrité du local où il effectue son travail.

ART. 5.

Tout employeur donnant de l'ouvrage à effectuer en dehors de son établissement ou de ses dépendances, ou qui fait exécuter par des apprentis en atelier un travail habituellement pratiqué à domicile, devra tenir à jour un registre sur lequel sont inscrits les noms et adresse exacts des ouvriers et apprentis employés par lui, la nature et la quantité de travail effectué par eux, la date de la remise de la matière à ouvrir et de la livraison de chaque objet, ainsi que le salaire payé par lui

gemeentebestuur afgegeven getuigschrift; 2° het register, door den werkgever gehouden; 3° het werkmansboekje op naam, door den werkgever afgeleverd. Deze stukken worden opgesteld in de taal die de arbeider verstaat.

ART. 4.

Het bestuur der gemeente, waar de arbeider zijne woonplaats heeft, geeft aan den arbeider een getuigschrift af, vaststellende dat zijn naam behoorlijk is ingeschreven in een afzonderlijk register. Dit register, waarvan de vakbonden een afschrift kunnen nemen, wordt gehouden naar volgorde der letters; het behelst het juiste adres, den ouderdom, den datum der inschrijving en de aanduiding van den aard der gewone nijverheidsbezigheid van den arbeider. Het gemeentebestuur is gehouden den naam van den arbeider te hoeken, op de eerste vordering van den belanghebbende; binnen ééne maand volgende op de inschrijving of de verandering van adres van den werkmans, gaat het over tot een onderzoek naar de gezondheid van het lokaal waar hij zijn arbeid verricht.

ART. 5.

Elke werkgever, die werk doet verrichten buiten zijne inrichting of hare toebehooren, of die, in de werkplaats, door leergasten een arbeid doet uitvoeren welke gewoonlijk ten huize geschiedt, moet een register bijhouden, waarin zijn geschreven de juiste namen en het juiste adres van de door hem gebruikte arbeiders en leergasten, de aard en de hoeveelheid van het door hen verrichte werk, de datum der afgifte van de te bewerken stof en der levering van elk voorwerp, alsmede het bedrag

par jour ou par pièce, selon la nature du contrat. Il y inscrira éventuellement les nom et adresse des courtiers ou tous autres intermédiaires.

ART. 6.

Un livret individuel sera remis par les soins de l'employeur aux personnes travaillant dans les conditions spécifiées aux articles 3, 4 et 5.

Il y sera fait mention, par l'employeur et sans omission, du travail effectué et du salaire payé, conformément aux indications du registre institué par l'article 5.

CHAPITRE III.

Mesures d'hygiène.

ART. 7.

Chaque année, le Ministre du Travail, après avoir pris l'avis du Conseil supérieur d'hygiène publique, des commissions médicales provinciales et pris connaissance des rapports spéciaux des administrations communales, dressera une échelle de salubrité des diverses industries mentionnées à l'article 2. Il décidera, conformément à cette enquête, quelles sont les industries qui doivent être supprimées dans leur forme actuelle et quelles sont les industries qui doivent être réglementées au point de vue de l'hygiène et des locaux, et notamment celles qui devront être rangées parmi les industries dangereuses, insalubres et incommodes.

van het loon door hem betaald, per dag of per stuk, volgens den aard der overeenkomst. Bij voorkomend geval, schrijft hij daarin eveneens den naam en het adres van de makelaars of alle andere tusschenpersonen.

ART. 6.

Een persoonlijk boekje wordt door de zorgen van den werkgever overhandigd aan de personen arbeidende in de omstandigheden opgegeven in de artikelen 3, 4 en 5.

Daarin wordt door den werkgever, zonder weglating, melding gemaakt van den verrichten arbeid en van het betaald loon, overeenkomstig de aanduidingen van het bij artikel 5 ingesteld register.

HOOFDSTUK III.

Gezondheidsmaatregelen.

ART. 7.

Ieder jaar, nadat hij het advies heeft ingewonnen van den Hoogen Raad voor de openbare gezondheid, van de provinciale geneskundige commissien, alsmede nadat hij kennis heeft genomen van de bijzondere verslagen der gemeentebesturen, maakt de Minister van Arbeid eene schaal op van den gezondheids-toestand in de verschillende nijverheidsbedrijven, vermeld in artikel 2. Overeenkomstig dat onderzoek, beslist hij welke bedrijven in hun tegenwoordigen vorm behooren te verdwijnen en welke bedrijven dienen te worden geregeld met het oog op de gezondheid en op de lokalen, en, met name, die welke behooren te worden gerangschikt onder de gevaarlijke, ongezonde en hinderlijke nijverheidsbedrijven.

Il fera élaborer un règlement spécial fixant l'adoption d'une marque distinctive pour toute marchandise, fabriquée en tout ou en partie par les travailleurs à domicile, — prescrivant l'inspection préalable et annuelle ainsi que l'amélioration des locaux de travail qui auront un cube d'air d'au moins 10 mètres par personne occupée et seront considérés comme un prolongement de la fabrique et de l'usine, — ordonnant des mesures hygiéniques préventives contre les affections contagieuses et professionnelles en général, et contre toute affection propre à chaque profession, — interdisant le travail dans les locaux où se tiennent des personnes atteintes de maladies contagieuses ainsi que la livraison aux travailleurs à domicile des matières à ouvrir dont la manipulation présente un danger de contamination. Ce règlement ordonnera la désinfection et pourra même prescrire la destruction, aux frais de l'employeur, des marchandises confectionnées ou déposées dans des locaux contaminés. Il interdira également aux patrons de laisser emporter du travail à domicile par les ouvriers travaillant en atelier et faire effectuer de l'ouvrage dans des locaux qui ne seraient pas reconnus salubres par l'enquête prévue à l'article 4.

ART. 8.

Le travail à domicile est interdit dans les industries de l'alimentation, du tabac, des peaux pour chapellerie, du tissage et du filage de jute et, en général, dans les industries qui exposent les ouvriers à des intoxications graves.

Hij doet opmaken eene bijzondere verordening, bepalende het aannemen van een onderscheidend merk voor elke koopwaar, geheel of gedeeltelijk vervaardigd door de huisarbeiders, — voorschrijvende het voorafgaande en jaarlijksch toezicht over, alsmede het verbeteren van de arbeidslokalen, welke moeten bevatten ten minste 10 kubieke meter lucht per daarin werkzamen persoon en worden beschouwd als eene voortzetting van de fabriek en van de nijverheidsinrichting, — bevelende gezondheidsmaatregelen tot voorkoming van besmettelijke kwalen en van kwalen eigen aan de ambachten in 't algemeen en aan elk vak in 't bijzonder, — verbiedende het arbeiden in lokalen waar personen, aangetast door besmettelijke ziekten, zich ophouden, alsmede het leveren aan huisarbeiders van te bewerken stoffen waarvan de behandeling gevaar voor besmetting doet ontstaan. Deze verordening beveelt het ontsmetten en kan zelfs voorschrijven het vernietigen, op kosten van den werkgever, van de in besmette lokalen vervaardigde of neergelegde waren. Zij verbiedt insgelijks aan de patroons toe te laten dat de arbeiders, gebezigd in de werkplaats, werk naar huis medenemen en arbeid doen uitvoeren in de lokalen die niet gezond mochten worden bevonden ten gevolge van het onderzoek voorzien bij artikel 4.

ART. 8.

Huisarbeid is verboden voor de voedingsbedrijven, de tabaksnijverheid, de hoedenvellennijverheid, voor het weven en spinnen van jute en, over 't algemeen, voor elke nijverheid die de arbeiders blootstelt aan erge vergiftiging.

ART. 9.

Une autorisation préalable de l'inspection sanitaire précédera l'installation de tout moteur servant à l'industrie à domicile.

CHAPITRE IV.

Comités de salaire.

ART. 10.

Il est constitué, par chacune des industries visées à l'article 2, un ou plusieurs comités chargés d'établir des minima de salaires.

ART. 11.

Ces comités seront composés de délégués élus en nombre égal par les patrons et ouvriers des industries intéressées de l'un ou de l'autre sexe majeurs, exerçant la profession depuis un an ou l'ayant exercée pendant deux ans au moins. Au cas où les représentants ne sont pas élus dans le délai fixé, le ministre compétent en nommera d'office. Le ministre pourra aussi se faire représenter dans le comité par un ou plusieurs délégués ayant voix consultative.

ART. 12.

Le comité est chargé d'examiner toute demande d'établissement de salaires minima relative aux travaux de la profession pour laquelle il a été créé. Cette demande peut lui être faite par un des membres du comité, par l'inspection du travail, par les unions professionnelles, par toutes les personnes intéressées.

ART. 9.

Aan het plaatsen van elken motor, dienende tot huisnijverheid, moet de toelating voorafgaan van het gezondheidstoezicht.

HOOFDSTUK IV.

Looncomiteiten.

ART. 10.

Door elk nijverheidsbedrijf, in artikel 2 bedoeld, worden tot stand gebracht een of meer comiteiten belast met het vaststellen van het minimum-loon.

ART. 11.

Die comiteiten worden samengesteld uit afgevaardigden, in gelijk getal gekozen door de meerderjarige patroons en arbeiders der betrokken nijverheidsbedrijven, van de eene of de andere kunne, het bedrijf uitoefenende sedert één jaar of het gedurende ten minste twee jaren uitgeoefend hebbende. Voor 't geval dat de vertegenwoordigers niet zijn verkozen binnen den bepaalden termijn, benoemt de betrokken minister er ambts-halve. De minister kan zich ook in het comiteit doen vertegenwoordigen door één of meer afgevaardigden met raadgevende stem.

ART. 12.

Het comiteit is belast met het onderzoek van elke aanvraag tot bepaling van minima-loonen, betreffende de werkzaamheden van het bedrijf waarvoor het comiteit werd ingesteld. Deze aanvraag kan hem worden gedaan door een zijner leden, door het arbeidstoezicht, door de vakverenigingen, door al de belanghebbende personen.

ART. 13.

Sans attendre la demande visée à l'article précédent, le comité déterminera d'office le salaire minimum que doit recevoir par heure un ouvrier de capacité moyenne.

Pour fixer le salaire, le comité tiendra compte notamment, s'il y a lieu, du salaire minimum moyen gagné par un ouvrier de même capacité dans les fabriques ou usines de la région, produisant le même article ou des articles analogues, augmenté de la valeur des charges imposées à l'ouvrier.

A cet effet, le comité pourra se faire communiquer toute feuille et tout registre de paye, tarif, bordereau, règlement de travail en usage dans le rayon où la profession est exercée et faire appel au concours d'experts techniques.

Le comité devra, toutes les fois que ce sera possible, établir la série de prix minima pour les diverses opérations que comporte la profession.

Pour les opérations non visées aux dites séries de prix, l'employeur doit prouver, dans chaque cas particulier dont le tribunal viendrait à être saisi, que les conditions faites aux ouvriers sont telles qu'elles permettent au travailleur de capacité moyenne d'obtenir le salaire minimum fixé à l'heure.

Le comité fixera aussi des échelles de salaires et, si possible, de prix minima pour les apprentis de la profession, même si l'apprentissage a lieu en atelier.

Tout employeur aura le droit de soumettre à l'homologation du comité de salaires le tarif minimum adopté par lui pour le travail à la pièce.

ART. 13.

Zonder te wachten naar de aanvraag, in het vorig artikel bedoeld, bepaalt het comiteit ambtshalve het minimum-loon dat de werkman van middelmatige bekwaamheid per uur moet ontvangen.

Tot bepaling van het loon, houdt het comiteit namelijk rekening, bij voorkomend geval, met het gemiddeld minimum-loon dat, per uur, door een werkman van dezelfde bekwaamheid wordt gewonnen in de fabrieken of nijverheidsinrichtingen van het gewest die hetzelfde artikel of een gelijksoortig artikel voortbrengen, verhoogd met het bedrag van de lasten die den arbeider zijn opgelegd.

Te dien einde, kan het comiteit zich doen mededeelen elk blad en register van loonbetaling, elk tarief, elk borderel, elke arbeidsverordening in gebruik binnen 't gebied waar het bedrijf wordt uitgeoefend; het kan zich eveneens wenden tot technische deskundigen.

Het comiteit bepaalt, telkens als het mogelijk is, reeksen van minima-prijzen voor de verschillende verrichtingen van het bedrijf.

Voor de niet in de prijs-reeksen bedoelde verrichtingen, moet de werkgever, in elk bijzonder geval, bij de rechtbank aanhangig, bewijzen dat de voorwaarden, aan den werkman gesteld, van zoodanigen aard zijn, dat ze den arbeider van middelmatige bekwaamheid toelaten te bekomen het minimum-loon, per uur bepaald.

Het comiteit bepaalt insgelijks loonroosters en, zoo mogelijk, roosters van minima-prijzen voor de leergasten van het bedrijf, zelfs indien de leertijd in de werkplaats wordt uitgedaan.

Elke werkgever heeft het recht, het minimum-tarief, door hem aangenomen voor het werk op stuk, aan de bekrachtiging van het comiteit te onderwerpen.

Les salaires minima ainsi déterminés devront être intégralement payés à l'ouvrier et sans aucune déduction pour la rétribution des entrepreneurs ou sous-entrepreneurs.

Les employeurs sont responsables de l'insuffisance des salaires payés par les intermédiaires (courtiers, facteurs, etc.).

L'ouvrier lésé peut, malgré toute convention contraire, demander aux employeurs le complément de son salaire. Cette action se prescrit par trois ans, à compter, pour chaque paiement, du jour où il est effectué.

ART. 14.

Toute organisation professionnelle, toute personne intéressée dans la profession ou toute association autorisée à cet effet peuvent signaler au comité que le salaire payé est inférieur au salaire minimum fixé pour la profession.

Ces personnes et ces groupes peuvent également exercer toutes les actions en justice prévues par la loi, et le comité transmettra la plainte à toutes les autorités compétentes.

ART. 15.

Les décisions des comités de salaires sont publiées de la façon fixée par le ministre compétent.

Ces décisions ont force de loi dans la circonscription à l'expiration des trente jours qui suivent cette publication, à moins qu'il n'en ait été interjeté appel.

Les décisions des comités de salaires et les arrêtés de la commission d'appel, dont il sera question dans l'article ci-après, resteront en vigueur pendant un terme de deux années à compter du jour de leur application. A l'issue de ce

De aldus bepaalde minima-loonen moeten den arbeiders geheel worden betaald, zonder eenige afhouding tot vergelding van de aannemers of de onderaannemers.

De werkgevers zijn aansprakelijk voor het ontoereikende der loonen, betaald door tusschenpersonen (makelaars, facteurs, enz.).

De benadeelde werkman mag, ondanks elk daarmede strijdig beding, de aanvulling van zijn loon eischen van de werkgevers. Deze rechtsvordering verjaart door verloop van drie jaren, te rekenen, voor elke betaling, van den dag waarop deze is geschied.

ART. 14.

Elke vakvereniging, elke in het vak belanghebbende persoon of elke daartoe gemachtigde vereniging mogen aan het comité bekendmaken dat het betaalde loon beneden het minimum-loon is, voor het bedrijf bepaald.

Die personen en die groepen mogen insgelijks alle bij de wet voorziene rechtsvorderingen instellen en het comité doet de klacht geworden aan alle betrokken overheidspersonen.

ART. 15.

De beslissingen der looncomiteiten worden bekendgemaakt op de wijze bepaald door den betrokken minister.

Deze beslissingen hebben, na afloop van de dertig dagen volgende op die bekendmaking, kracht van wet binnen het gebied, tenzij beroep is aangetekend.

De beslissingen der looncomiteiten en de besluiten der Commissie voor hooger beroep, waarvan sprake is in het hierna volgend artikel, blijven van kracht gedurende een termijn van twee jaren, te rekenen van den dag waarop ze worden

terme, elles reprendront vigueur pour un nouveau terme de deux années, à moins que l'inspecteur du travail, un syndicat ou toute personne intéressée dans la profession ne saisisse à nouveau le comité.

ART. 16.

Il peut être interjeté appel contre les décisions d'un comité de salaires, par le ministre compétent, par l'inspecteur en chef du travail et par tous syndicats ou personnes intéressés dans la profession, devant la *Commission d'appel en matière de salaires*, laquelle sera instituée par le ministre et composée sur bases paritaires par des délégués choisis parmi les membres des comités de salaires.

La compétence de la Commission d'appel s'étend au pays entier et à toutes les professions représentées dans les comités de salaires.

Le délai d'appel est de trente jours et court du jour de la publication de la décision d'un comité de salaires.

La Commission d'appel juge en dernier ressort. Elle pourra se constituer également comme Commission centrale de revision et, dans un but de coordination, modifier d'office les décisions des comités de salaires.

ART. 17.

Les contrats collectifs peuvent être soumis à l'homologation du comité de salaires, qui aura le droit — à condition qu'ils s'appliquent au tiers des ouvriers similaires de la région concernée — d'en étendre le bénéfice aux autres travailleurs de la même catégorie professionnelle.

toegepast. Bij afloop van dezen termijn, worden zij andermaal van kracht voor een nieuwen termijn van twee jaren, ten ware de arbeidstoeziener, eene vakvereniging of elk andere in het vak betrokken persoon de zaak weder aanhangig make bij het comiteit.

ART. 16.

Tegen de beslissingen van een looncomiteit kan door den betrokken minister, door den hoofd-arbeidstoeziener alsmede door alle vakverenigingen of in het vak belanghebbende personen beroep worden ingesteld bij de *Commissie voor hooger beroep in zake van loon*; deze Commissie wordt door den minister benoemd en, naar grondslagen van gelijkheid, samengesteld uit afgevaardigden gekozen onder de looncomiteiten.

De bevoegdheid van de Commissie voor hooger beroep strekt zich uit tot het gansche land en tot al de vakken, in de looncomiteiten vertegenwoordigd.

Tot het aanteekenen van beroep heeft men dertig dagen; deze termijn neemt een aanvang te rekenen van den dag waarop de beslissing van een looncomiteit wordt bekendgemaakt.

De Commissie voor hooger beroep doet uitspraak in laatsten aanleg. Zij kan insgelijks optreden als hoofdcommissie voor de herziening en, met een doel van ordening, de beslissingen der looncomiteiten ambtshalve wijzigen.

ART. 17.

De gemeenschappelijke overeenkomsten mogen worden onderworpen aan de bekrachtiging van het looncomiteit, en, mits zij toepasselijk zijn op een derde der gelijksoortige arbeiders van het betrokken gewest, heeft het comiteit het recht het voordeel daarvan uit te strekken tot de overige arbeiders van dezelfde bedrijfspgroep.

CHAPITRE V.

Sanction.

ART. 18.

Toute violation d'une des dispositions de la présente loi constitue, pour chaque fait et vis-à-vis de chaque ouvrier, un *délit* et donnera lieu à une peine distincte.

Tout employeur qui commet une infraction aux prescriptions des articles de la présente loi sera puni d'une amende de 26 à 300 francs et, en cas de récidive, d'une amende double pour chaque délit.

CHAPITRE VI.

Articles additionnels.

ART. 19.

En dehors des obligations résultant des articles précédents, les inspecteurs du travail et fonctionnaires judiciaires surveilleront spécialement le paiement des salaires et veilleront tout particulièrement à la répression du *truck-system*.

ART. 20.

Les lois sur le paiement des salaires, sur l'inspection du travail, sur le travail des femmes et des enfants, sur les accidents de travail, sur le repos dominical seront applicables aux travailleurs visés à l'article 2.

HOOFDSTUK V.

Strafbepaling.

ART. 18.

Elke overtreding van eene der bepalingen van deze wet maakt, voor elk feit en ten aanzien van elken werkman, een *wanbedrijf* uit en geeft aanleiding tot eene afzonderlijke straf.

Elke werkgever, die zich schuldig maakt aan overtreding van de voorschriften der artikelen van deze wet, wordt gestraft met eene boete van 26 tot 300 frank en, ingeval van herhaling, met eene boete gebracht op het dubbel voor elk wanbedrijf.

HOOFDSTUK VI.

Bijkomende artikelen.

ART. 19.

Buiten de verplichtingen, voortspruitende uit de voorgaande artikelen, houden de arbeidstoezieners en de rechterlijke ambtenaren inzonderheid het oog op de betaling der loonen en zorgen bovenal voor de beteugeling van het *truck-system*.

ART. 20.

De wetten op de betaling van het loon, op het arbeidstoezicht, op den arbeid der vrouwen en der kinderen, op de arbeidsongevallen, op de Zondagsrust zijn van toepassing op de in artikel 2 bedoelde werklieden.

C. HUYSMANS.

J. DESTREE.

RENS.

DAENS.

D^r DELBEKE.D^r VANDEPERRE.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 31ⁿ JANUARI 1912.

Wetsvoorstel tot regeling van de huisnijverheid (bezoldigde huisarbeid)

TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

Ons eerste wetsvoorstel betreffende huisnijverheid is vervallen, ten gevolge van de ontbinding der Kamers. Het had een gunstig onthaal gevonden in de afdeelingen en het meerendeel van de leden der Middenafdeeling, bestaande uit de heeren Cooreman, voorzitter, Rens, Thooris, Denis, Raemdonck en Tibbaut, stemde in met de beginselen waarvan het voorstel uitgaat. Zij had twee verslaggevers benoemd, den heer Rens (zie fransche bijlage) belastende met een kort overzicht van al de wetten op dit gebied (1) en den heer Denis met het uiteenzetten van de uitslagen der Australische en Engelse wetten (2).

Sedert het indienen van dit eerste voorstel, gesteund op de uitslagen van het eerste Congres voor huisnijverheid, heeft het Internationaal secretariaat voor huisnijverheid te Zurich een tweede Congres gehouden, dat overgrooten bijval vond, dank zij de uitmuntende regeling van de werkzaamheden, en ook omdat alle partijen, alle vakbonden, zoo socialistische als christene en onzijdige, alsmede twaalf Regeringen, waaronder België, er waren vertegenwoordigd.

Ten cinde dit Congres in staat te stellen te beraadslagen over een duidelijken tekst, had de Belgische afdeeling er een opgemaakt, door middel van versmelting van ons eerste voorstel met een voorontwerp uitgaande van den heer Pieter Verhaegen. Deze gezamenlijke tekst, aangenomen door de Belgische afdeeling in haar geheel, werd, gewijzigd en verbeterd, aanbevolen bij de wetgevingen van alle landen en wel door eene schier eenparige stemming van het tweede Internationaal Congres.

(1) Sedert verscheen een uitmuntend algemeen overzicht van de zaak in het voortreffelijk boek van den heer P. Boyaval, *La lutte contre le sweating system*, met voorrede van graaf A. de Mun. Uitgevers, Felix Alcan, Parijs.

(2) Deze zijde van het vraagstuk is onlangs insgelijks en op zeer volledige wijze behandeld door den heer Raynaud, in de jongste uitgave van de Fransche afdeeling der Internationale Vereeniging voor de wettelijke arbeidersbescherming.

De beraadslagingen te Zurich zullen wij hier niet samenvatten. Wij verwijzen onze medeleden naar de talrijke verslagen, op dat Congres voorgedragen, alsmede naar het verslag der beraadslagingen, dat eerstdaags zal verschijnen. Doch ons zal het wel veroorloofd zijn te doen uitschijnen dat, te Zurich evenals te Brussel, de congressisten van alle nationaliteiten en van alle partijen verklaarden dat het noodig was een minimumloon te bepalen, maatregelen met liet oog op de gezondheid te nemen, de arbeiders en arbeidsters te boeken, en ten slotte, onze wet van toepassing te maken op alle huisarbeiders, zonder onderscheid van kunne.

De Internationale Vereeniging voor arbeidersbescherming liet zich op hare beurt met de zaak in (Zurich, 10 September 1912) en nam een besluit aan dat, voor alle punten, de in het Belgisch voorstel uitgedrukte denkbeelden bevestigde. Als fransche bijlage geven wij insgelijks den tekst van die gedachtenwekkende resolutie. Daarin vindt men tot zelfs den tekst van sommige artikelen van ons eerste voorstel terug.

Dus mag, zonder tegenspraak te duchten, worden gezegd dat aanneming van den tekst, te Zurich goedgekeurd, de wensch is van de overgrootste meerderheid van hun die zich inlaten met dit beangstigend vraagstuk en er zich op toeleggen de misbruiken uit te roeien, waaronder gebukt gaan ongelukkige huisarbeiders.

Om deze reden werd ons de gedachte ingegeven een nieuw voorstel in te dienen, voorstel ditmaal onderteekend, niet door leden van eene enkele partij, doch wel door de vertegenwoordigers van al de partijen der Belgische Kamer. Deze samenwerking beteekent, dat allen die zich toeleggen op sociale werken, het in België eens zijn om te vragen dat het onderhavig voorstel zoo spoedig mogelijk tot wet worde gemaakt. Ook rekenen wij op de welwillendheid en op de rechtvaardigheidszin van al onze medeleden om ons gezamenlijk streven tot een goed eind te brengen.

CAM. HUYSMANS.

Proposition de loi sur la réglementation des industries à domicile.
(Travail à domicile salarié.)

CHAPITRE PREMIER.

Définitions. Étendue des effets de la loi.

ARTICLE PREMIER.

Le mot *union professionnelle* désigne l'union professionnelle, qu'elle soit locale, régionale, nationale, reconnue ou non.

Le mot *employeur* comprend non seulement l'entrepreneur et le sous-entrepreneur, mais également le courtier.

Les mots *ouvrier*, *travailleur* et *apprenti* s'appliquent aux ouvriers, travailleurs et apprentis des deux sexes.

Sont considérés comme *travailleurs à domicile*, les ouvriers qui, appartenant à l'industrie dispersée ou décentralisée, travaillent pour compte d'un employeur auquel ils sont liés par un contrat de louage d'ouvrage.

ART. 2.

Sont notamment soumis au régime de la présente loi, les travailleurs industriels suivants :

Dentellières.
Tisserands et tisserandes de lin.
Cordonniers.
Tisserands et tisserandes de laine.
Tailleurs et tailleuses pour hommes.

Wetsvoorstel tot regeling van de huisnijverheid (bezoldigde huisarbeid).

HOOFDSTUK I.

Woordbepaling. Omvang van de werking der wet.

ARTIKEL 1.

Het woord *vakvereniging* duidt de vakvereniging aan, deze zij plaatselijk, gewestelijk, nationaal, erkend of niet erkend.

Het woord *werkgever* bedoelt niet alleen den aannemer en den onderaannemer, maar ook den makelaar.

De woorden *werkmán*, *arbeider* en *leergast* zijn van toepassing op de werklieden, arbeiders en leergasten van beidelei geslacht.

Als *huisarbeiders* worden beschouwd de werklieden die, alhoewel behoorende tot de verspreide of gedecentraliseerde nijverheid, arbeiden voor rekening van een werkgever, aan wien ze zijn verbonden door eene overeenkomst van werkverhuring.

ART. 2.

Onder toepassing van deze wet vallen, met name, de volgende nijverheidswerklieden :

Kantwerksters.
Vlaswevers en vlasweefsters.
Schoenmakers.
Wolwevers en wolweefsters.
Heerenkleermakers en -maaksters.

Armuriers et forgerons de canons de fusils.	Wapenmakers en geweerloopsmeden.
Gantiers, gantières, couseurs et couseuses de gants.	Handschoensnijders en -snijdsters, handschoennaaiers en -naaiers.
Tisserands et tisserandes de coton.	Katoenwevers en -weefsters.
Tailleurs et tailleuses pour femmes.	Dameskleermakers en -maaksters.
Bonnetiers et bonnetières.	Mutsenmakers en -maaksters.
Tresseurs et tresseuses de paille.	Stroovlechters en -vlechtsters.
Brodeuses sur tulle.	Tulleborduursters.
Lingères.	Linnennaaiers.
Cordiers, cordières.	Koordendraaiers en -draaiers.
Ébénistes-sculpteurs.	Schrijnwerkers-beeldhouwers.
Chaisiers, chaisières, rempailleurs et rempailleuses de chaises.	Stoelmakers, stoelmaaksters, stoelvlechters en stoelvlechtsters.
Vanniers.	Mandenmakers.
Chemisières.	Hemdenmaaksters.
Polisseurs et polisseuses de marbres.	Marmerepolijsters.
Bobineurs, bobineuses, brodeurs, brodeuses, épouleurs, épouleuses, tisserands, tisserandes de tissus d'ameublement.	Bobijners, bobijnsters, borduurders, borduursters, spoelers, spoelsters, wevers, weefsters van stoffeering-weefsels.
Cloutiers, cloutières.	Nagelmakers, nagelmaaksters.
Cigariers, cigarières et cigarettières.	Sigarenmakers, sigaren- en sigarettensmaaksters.
Couseuses de sacs en toile.	Linnenzakkennaaiers.
Planeurs, finisseurs et finisseuses de sabots.	Klompenplaneerders klompenmakers en -maaksters.
Casquettiers, casquettières.	Peltenmakers, -maaksters.
Brodeuses sur lingerie.	Witgoedborduursters.
Brossiers, brossières.	Borstelmakers, -maaksters.
Nettoyeuses d'étoffes (débarreuses, napeuses, rentrayeuses).	Stollenreinigsters (ontwarsters, nopsters, stopsters).
Tisserands et tisserandes de jute.	Jutewevers en -weefsters.
Couteliers.	Messenmakers.
Passementiers, passementières.	Passementmakers en -maaksters.
Confectionneuses de cols et cravates.	Halsboord en -dasmaaksters.
Chainetiers-ferronniers.	Keten- en kleinijzermakers.
Fleuristes.	Bloemenmaaksters.
Confectionneuses de corsets et jupons.	Keurslijven- en rokkenmaaksters.
Modistes.	Modisten.
Tisserands et tisserandes de soie.	Zijdewevers en -weefsters.
Nattiers, natières.	Mattenmakers en -maaksters.
Carcassiers, couturières en parapluies.	Geraamtenmaaksters voor regenschermen, regenschermnaaiers.
Bijoutiers-joailliers, sertisseurs.	Juwelmakers, juweelzetters.
Trieuses, effilocheuses de laine.	Woluitpluisters en -pluksters.
Coupeurs, coupeuses de poils.	Haarsnijders en -snijdsters.

Frangaises de tissus de laine (châles).	Franjemaaksters voor wolweefsels (sjaals).
Colleurs, colleuses de sacs en papier.	Papierenzakkenplakkers, -plaksters.
Cartonniers, cartonnières.	Kartonmakers, -maaksters.
Confectionneurs de balles à jouer.	Speelballenmakers.
Fileurs, fileuses de jute.	Jutespinners, -spinsters.
Brodeurs, brodeuses d'art.	Kunstaborduurders, kunstborduursters.
Chapliers.	Hoedenmakers.
Tresseurs, tresseuses de jonc (pour la vannerie).	Biezenvlechters, -vlechtsters (voor manden).
Confectionneurs, confectionneuses de boîtes à allumettes.	Zwavelstokdoosjesmakers, -maaksters.
Confectionneurs d'articles en jais et d'ornements divers pour modes.	Gitten en andere modesieradenmakers en -maaksters.
Constructeurs de pièces détachées pour vélocipèdes.	Rijwielstukkenmakers.
Couseurs, couseuses, garnisseurs, garnisseuses de fourrures et pelleteries.	Pelsnaaiers, -naaisters, -stoffeerders, -stoffeersters.
Boulonniers.	Klinkboutmakers.
Confectionneurs, confectionneuses de chapeaux de paille.	Stroofoedenmakers, -maaksters.
Selliers, bourrelliers.	Zadelmakers, gareelmakers.
Couseuses de serviettes pour filtres-presses.	Zijdoeknaaisters.
Crocheteuses.	Haakborduursters.
Sculpteurs, tourneurs en marbres pour pendules, bronzeurs, ciseleurs de garnitures de pendules.	Marmersnijders, -draaiers, bronsververs, drijvers van garneersels (voor staande uurwerken).
Boutonniers, boutonnières.	Knoppenmakers, knoppenmaaksters.
Argenteurs de dragées, confectionneurs, confectionneuses de jouets, de cages, de carcasses d'abat-jour, coupeuses de bouchons, de baleines, filcheuses, peigneuses, pipiers, tabletiers, tailleurs de cristaux.	Suikergoedverzilver, speelgoedmakers (maaksters), kooimakers (maaksters) vallichtmakers (maaksters), stoppen-snijders, baleinensnijdsters, netweefsters, kamsters, pijpenmakers, inleggers, kristalsnijders.
Épouleurs, épouleuses, dévideurs, dévideuses de fil de soie.	Zijdendradenspoelers, -spoelsters, -haspelaars, -haspelaarsters.
Garnisseurs, garnisseuses, couturières en stores et articles divers d'ameublement.	Gordijnstoffeerders, -sters, naaisters van gordijnen en andere artikelen van stoffeering.
Boisseliers.	Schepelmakers.
Portefeullistes.	Brievenstaschmakers.
Bordeurs, bordeuses de papier de deuil.	Rouwpapierborduurders, -borduursters.
Quincailliers.	IJzerkramers.
Confectionneurs d'articles pour équipements militaires.	Lederbewerkers voor militaire kleedij.

Malletiers.	Koffermakers.
Prépareurs, prépareuses de déchets de lin et de coton.	Vlas-enkatoenafvalgereedmakers,-maaksters.
Plumassières.	Vederbereidsters.
Couseuses de bretelles.	Bretelnaaisters.
Confectionneurs d'instruments de musique.	Speeltuigmakers.
Trimeuses de pipes en terre.	Aarden pijpenmaaksters.
Bobineurs, bobineuses, épouleurs, épou-leuses de fil de chanvre et de jute.	Vlas- en jutebobijners, -bobijnsters, -spoelers, -spoelsters.
Bandagistes.	Breukbandmakers.
Confectionneurs de jeux de société.	Gezelschapsspelenmakers.
Raccommodeuses de tulle.	Tulleverstelsters.
Tisserands, tisserandes, bobineurs, bobineuses, frangeurs, frangeuses de lapis et carpettes.	Tapijt- en karpelwevers, -weefsters, -bobijners, -bobijnsters, -franjemakers en -maaksters.
Confectionneurs d'articles de chapellerie militaire.	Militaire hoedenbewerkers.
Confectionneuses de sous-bras.	Okseldoekjesmaaksters.
Monteurs de manches de parapluies.	Regenscherm-steelinzitters.
Sculpteurs en ivoire.	Ivoorbeeldhouwers.
Plieuses de caramels.	Caramel-plooisters.
Orfèvres.	Goudsmeden.
Fileurs de poils.	Haarspinneres.

La présente énumération n'a qu'une portée exemplative et elle n'exclut pas du bénéfice de la loi les ouvriers des industries connexes qui se trouveraient dans les mêmes conditions de travail que les ouvriers susmentionnés et qui pourront être ajoutés par arrêté royal à la liste du présent article.

CHAPITRE II.

Enregistrement des ouvriers.

ART. 3.

Il est interdit à tout employeur de donner de l'ouvrage à effectuer en dehors de son établissement ou de ses dépendances à tout ouvrier non enregistré.

L'enregistrement comprend : 1^o le

Die opsomming dient enkel tot voorbeeld en sluit van het voordeel der wet niet uit de arbeiders der nijverheidsbedrijven daarmede verwant, die in dezelfde arbeidsomstandigheden zouden verkeeren als de bovengemelde arbeiders en die, bij koninklijk besluit, kunnen worden toegevoegd aan de lijst vervat in dit artikel.

HOOFDSTUK II.

Van de boeking der arbeiders.

ART. 3.

Het is elken werkgever verboden, aan elken niet geboekten arbeider werk te geven dat moet worden verricht buiten zijne inrichting of hare bijgebouwen.

De boeking bevat : 1^o het door het

certificat délivré par l'administration communale; 2° le registre tenu par l'employeur; 3° le livret individuel délivré par l'employeur. Ces documents seront rédigés dans la langue comprise par l'ouvrier.

ART. 4.

L'administration de la commune où l'ouvrier est domicilié délivrera à l'ouvrier un certificat établissant que son nom a été dûment inscrit dans un registre spécial. Ce registre, dont les unions professionnelles pourront prendre copie, sera dressé par ordre alphabétique et contiendra l'adresse exacte, l'âge, la date de l'inscription et l'indication de la nature de l'occupation industrielle habituelle de l'ouvrier. L'administration communale sera tenue d'enregistrer le nom de l'ouvrier à la première réquisition de l'intéressé et, dans le mois suivant l'inscription ou le changement d'adresse de l'ouvrier, elle procédera à une enquête sur le degré de salubrité du local où il effectue son travail.

ART. 5.

Tout employeur donnant de l'ouvrage à effectuer en dehors de son établissement ou de ses dépendances, ou qui fait exécuter par des apprentis en atelier un travail habituellement pratiqué à domicile, devra tenir à jour un registre sur lequel sont inscrits les noms et adresse exacts des ouvriers et apprentis employés par lui, la nature et la quantité de travail effectué par eux, la date de la remise de la matière à ouvrer et de la livraison de chaque objet, ainsi que le salaire payé par lui

gemeentebestuur afgegeven getuigschrift; 2° het register, door den werkgever gehouden; 3° het werkmansboekje op naam, door den werkgever afgeleverd. Deze stukken worden opgesteld in de taal die de arbeider verstaat.

ART. 4.

Het bestuur der gemeente, waar de arbeider zijne woonplaats heeft, geeft aan den arbeider een getuigschrift af, vaststellende dat zijn naam behoorlijk is ingeschreven in een afzonderlijk register. Dit register, waarvan de vakbonden een afschrift kunnen nemen, wordt gehouden naar volgorde der letters; het behelst het juiste adres, den ouderdom, den datum der inschrijving en de aanduiding van den aard der gewone nijverheidsbezigheid van den arbeider. Het gemeentebestuur is gehouden den naam van den arbeider te boeken, op de eerste vordering van den belanghebbende; binnen ééne maand volgende op de inschrijving of de verandering van adres van den werkmans, gaat het over tot een onderzoek naar de gezondheid van het lokaal waar hij zijn arbeid verricht.

ART. 5.

Elke werkgever, die werk doet verrichten buiten zijne inrichting of hare toebehooren, of die, in de werkplaats, door leergasten een arbeid doet uitvoeren welke gewoonlijk ten huize geschiedt, moet een register bijhouden, waarin zijn geschreven de juiste namen en het juiste adres van de door hem gebruikte arbeiders en leergasten, de aard en de hoeveelheid van het door hen verrichte werk, de datum der afgifte van de te bewerken stof en der levering van elk voorwerp, alsmede het bedrag

par jour ou par pièce, selon la nature du contrat. Il y inscrira éventuellement les nom et adresse des courtiers ou tous autres intermédiaires.

ART. 6.

Un livret individuel sera remis par les soins de l'employeur aux personnes travaillant dans les conditions spécifiées aux articles 3, 4 et 5.

Il y sera fait mention, par l'employeur et sans omission, du travail effectué et du salaire payé, conformément aux indications du registre institué par l'article 5.

CHAPITRE III.

Mesures d'hygiène.

ART. 7.

Chaque année, le Ministre du Travail, après avoir pris l'avis du Conseil supérieur d'hygiène publique, des commissions médicales provinciales et pris connaissance des rapports spéciaux des administrations communales, dressera une échelle de salubrité des diverses industries mentionnées à l'article 2. Il décidera, conformément à cette enquête, quelles sont les industries qui doivent être supprimées dans leur forme actuelle et quelles sont les industries qui doivent être réglementées au point de vue de l'hygiène et des locaux, et notamment celles qui devront être rangées parmi les industries dangereuses, insalubres et incommodes.

van het loon door hem betaald, per dag of per stuk, volgens den aard der overeenkomst. Bij voorkomend geval, schrijft hij daarin eveneens den naam en het adres van de makelaars of alle andere tusschenpersonen.

ART. 6.

Een persoonlijk boekje wordt door de zorgen van den werkgever overhandigd aan de personen arbeidende in de omstandigheden opgegeven in de artikelen 3, 4 en 5.

Daarin wordt door den werkgever, zonder weglating, melding gemaakt van den verrichten arbeid en van het betaald loon, overeenkomstig de aanduidingen van het bij artikel 5 ingesteld register.

HOOFDSTUK III.

Gezondheidsmaatregelen.

ART. 7.

Ieder jaar, nadat hij het advies heeft ingewonnen van den Hoogen Raad voor de openbare gezondheid, van de provinciale geneeskundige commissiën, alsmede nadat hij kennis heeft genomen van de bijzondere verslagen der gemeentebesturen, maakt de Minister van Arbeid eene schaal op van den gezondheids-toestand in de verschillende nijverheidsbedrijven, vermeld in artikel 2. Overeenkomstig dat onderzoek, beslist hij welke bedrijven in hun tegenwoordigen vorm behooren te verdwijnen en welke bedrijven dienen te worden geregeld met het oog op de gezondheid en op de lokalen, en, met name, die welke behooren te worden gerangschikt onder de gevaarlijke, ongezonde en hinderlijke nijverheidsbedrijven.

Il fera élaborer un règlement spécial fixant l'adoption d'une marque distinctive pour toute marchandise, fabriquée en tout ou en partie par les travailleurs à domicile, — prescrivant l'inspection préalable et annuelle ainsi que l'amélioration des locaux de travail qui auront un cube d'air d'au moins 10 mètres par personne occupée et seront considérés comme un prolongement de la fabrique et de l'usine. — ordonnant des mesures hygiéniques préventives contre les affections contagieuses et professionnelles en général, et contre toute affection propre à chaque profession, — interdisant le travail dans les locaux où se tiennent des personnes atteintes de maladies contagieuses ainsi que la livraison aux travailleurs à domicile des matières à ouvrir dont la manipulation présente un danger de contamination. Ce règlement ordonnera la désinfection et pourra même prescrire la destruction, aux frais de l'employeur, des marchandises confectionnées ou déposées dans des locaux contaminés. Il interdira également aux patrons de laisser emporter du travail à domicile par les ouvriers travaillant en atelier et faire effectuer de l'ouvrage dans des locaux qui ne seraient pas reconnus salubres par l'enquête prévue à l'article 4.

ART. 8.

Le travail à domicile est interdit dans les industries de l'alimentation, du tabac, des peaux pour chapellerie, du tissage et du filage de jute et, en général, dans les industries qui exposent les ouvriers à des intoxications graves.

Hij doet opmaken eene bijzondere verordening, bepalende het aannemen van een onderscheidend merk voor elke koopwaar, geheel of gedeeltelijk vervaardigd door de huisarbeiders, — voorschrijvende het voorafgaande en jaarlijksch toezicht over, alsmede het verbeteren van de arbeidslokalen, welke mochten bevatten ten minste 10 kubieke meter lucht per daarin werkzaam persoon en worden beschouwd als eene voortzetting van de fabriek en van de nijverheidsinrichting, — bevelende gezondheidsmaatregelen tot voorkoming van besmettelijke kwalen en van kwalen eigen aan de ambachten in 't algemeen en aan elk vak in 't bijzonder, — verbiedende het arbeiden in lokalen waar personen, aangetast door besmettelijke ziekten, zich ophouden, alsmede het leveren aan huisarbeiders van te bewerken stoffen waarvan de behandeling gevaar voor besmetting doet ontstaan. Deze verordening beveelt het ontsmetten en kan zelfs voorschrijven het vernietigen, op kosten van den werkgever, van de in besmette lokalen vervaardigde of neergelegde waren. Zij verbiedt insgelijks aan de patroons toe te laten dat de arbeiders, gebezigd in de werkplaats, werk naar huis medenemen en arbeid doen uitvoeren in de lokalen die niet gezond mochten worden bevonden ten gevolge van het onderzoek voorzien bij artikel 4.

ART. 8.

Huisarbeid is verboden voor de voedingsbedrijven, de tabaksnijverheid, de hoedenvellennijverheid, voor het weven en spinnen van jute en, over 't algemeen, voor elke nijverheid die de arbeiders blootstelt aan erge vergiftiging.

ART. 9.

Une autorisation préalable de l'inspection sanitaire précédera l'installation de tout moteur servant à l'industrie à domicile.

CHAPITRE IV.

Comités de salaire.

ART. 10.

Il est constitué, par chacune des industries visées à l'article 2, un ou plusieurs comités chargés d'établir des minima de salaires.

ART. 11.

Ces comités seront composés de délégués élus en nombre égal par les patrons et ouvriers des industries intéressées de l'un ou de l'autre sexe majeurs, exerçant la profession depuis un an ou l'ayant exercée pendant deux ans au moins. Au cas où les représentants ne sont pas élus dans le délai fixé, le ministre compétent en nommera d'office. Le ministre pourra aussi se faire représenter dans le comité par un ou plusieurs délégués ayant voix consultative.

ART. 12.

Le comité est chargé d'examiner toute demande d'établissement de salaires minima relative aux travaux de la profession pour laquelle il a été créé. Cette demande peut lui être faite par un des membres du comité, par l'inspection du travail, par les unions professionnelles, par toutes les personnes intéressées.

ART. 9.

Aan het plaatsen van elken motor, dienende tot huisnijverheid, moet de toelating voorafgaan van het gezondheidstoezicht.

HOOFDSTUK IV.

Looncomiteiten.

ART. 10.

Door elk nijverheidsbedrijf, in artikel 2 bedoeld, worden tot stand gebracht een of meer comiteiten belast met het vaststellen van het minimum-loon.

ART. 11.

Die comiteiten worden samengesteld uit afgevaardigden, in gelijk getal gekozen door de meerderjarige patroons en arbeiders der betrokken nijverheidsbedrijven, van de eene of de andere kunne, het bedrijf uitoefenende sedert één jaar of het gedurende ten minste twee jaren uitgeoefend hebbende. Voor 't geval dat de vertegenwoordigers niet zijn verkozen binnen den bepaalden termijn, benoemt de betrokken minister er ambts-halve. De minister kan zich ook in het comiteit doen vertegenwoordigen door één of meer afgevaardigden met raadgevende stem.

ART. 12.

Het comiteit is belast met het onderzoek van elke aanvraag tot bepaling van minima-loonen, betreffende de werkzaamheden van het bedrijf waarvoor het comiteit werd ingesteld. Deze aanvraag kan hem worden gedaan door een zijner leden, door het arbeidstoezicht, door de vakverenigingen, door al de belanghebbende personen.

ART. 13.

Sans attendre la demande visée à l'article précédent, le comité déterminera d'office le salaire minimum que doit recevoir par heure un ouvrier de capacité moyenne.

Pour fixer le salaire, le comité tiendra compte notamment, s'il y a lieu, du salaire minimum moyen gagné par un ouvrier de même capacité dans les fabriques ou usines de la région, produisant le même article ou des articles analogues, augmenté de la valeur des charges imposées à l'ouvrier.

A cet effet, le comité pourra se faire communiquer toute feuille et tout registre de paye, tarif, bordereau, règlement de travail en usage dans le rayon où la profession est exercée et faire appel au concours d'experts techniques.

Le comité devra, toutes les fois que ce sera possible, établir la série de prix minima pour les diverses opérations que comporte la profession.

Pour les opérations non visées aux dites séries de prix, l'employeur doit prouver, dans chaque cas particulier dont le tribunal viendrait à être saisi, que les conditions faites aux ouvriers sont telles qu'elles permettent au travailleur de capacité moyenne d'obtenir le salaire minimum fixé à l'heure.

Le comité fixera aussi des échelles de salaires et, si possible, de prix minima pour les apprentis de la profession, même si l'apprentissage a lieu en atelier.

Tout employeur aura le droit de soumettre à l'homologation du comité de salaires le tarif minimum adopté par lui pour le travail à la pièce.

ART. 13.

Zonder te wachten naar de aanvraag, in het vorig artikel bedoeld, bepaalt het comiteit ambtshalve het minimum-loon dat de werkmán van middelmatige bekwaamheid per uur moet ontvangen.

Tot bepaling van het loon, houdt het comiteit namelijk rekening, bij voorkomend geval, met het gemiddeld minimum-loon dat, per uur, door een werkmán van dezelfde bekwaamheid wordt gewonnen in de fabrieken of nijverheidsinrichtingen van het gewest die hetzelfde artikel of een gelijksoortig artikel voortbrengen, verhoogd met het bedrag van de lasten die den arbeider zijn opgelegd.

Te dien einde, kan het comiteit zich doen mededeelen elk blad en register van loonbetaling, elk tarief, elk borderel, elke arbeidsverordening in gebruik binnen 't gebied waar het bedrijf wordt uitgeoefend; het kan zich eveneens wenden tot technische deskundigen.

Het comiteit bepaalt, telkens als het mogelijk is, reeksen van minima-prijzen voor de verschillende verrichtingen van het bedrijf.

Voor de niet in de prijs-reeksen bedoelde verrichtingen, moet de werkgever, in elk bijzonder geval, bij de rechtbank aanhangig, bewijzen dat de voorwaarden, aan den werkmán gesteld, van zoodanigen aard zijn, dat ze den arbeider van middelmatige bekwaamheid toelaten te bekomen het minimum-loon, per uur bepaald.

Het comiteit bepaalt insgelijks loonroosters en, zoo mogelijk, roosters van minima-prijzen voor de leergasten van het bedrijf, zelfs indien de leertijd in de werkplaats wordt uitgedaan.

Elke werkgever heeft het recht, het minimum-tarief, door hem aangenomen voor het werk op stuk, aan de bekrachtiging van het comiteit te onderwerpen.

Les salaires minima ainsi déterminés devront être intégralement payés à l'ouvrier et sans aucune déduction pour la rétribution des entrepreneurs ou sous-entrepreneurs.

Les employeurs sont responsables de l'insuffisance des salaires payés par les intermédiaires (courtiers, facteurs, etc.).

L'ouvrier lésé peut, malgré toute convention contraire, demander aux employeurs le complément de son salaire. Cette action se prescrit par trois ans, à compter, pour chaque paiement, du jour où il est effectué.

ART. 14.

Toute organisation professionnelle, toute personne intéressée dans la profession ou toute association autorisée à cet effet peuvent signaler au comité que le salaire payé est inférieur au salaire minimum fixé pour la profession.

Ces personnes et ces groupes peuvent également exercer toutes les actions en justice prévues par la loi, et le comité transmettra la plainte à toutes les autorités compétentes.

ART. 15.

Les décisions des comités de salaires sont publiées de la façon fixée par le ministre compétent.

Ces décisions ont force de loi dans la circonscription à l'expiration des trente jours qui suivent cette publication, à moins qu'il n'en ait été interjeté appel.

Les décisions des comités de salaires et les arrêtés de la commission d'appel, dont il sera question dans l'article ci-après, resteront en vigueur pendant un terme de deux années à compter du jour de leur application. A l'issue de ce

De aldus bepaalde minima-loonen moeten den arbeiders geheel worden betaald, zonder eenige afhouding tot vergelding van de aannemers of de onderaannemers.

De werkgevers zijn aansprakelijk voor het ontoereikende der loonen, betaald door tusschenpersonen (makelaars, facteurs, enz.).

De benadeelde werkman mag, ondanks elk daarmede strijdig beding, de aanvulling van zijn loon eischen van de werkgevers. Deze rechtsvordering verjaart door verloop van drie jaren, te rekenen, voor elke betaling, van den dag waarop deze is geschied.

ART. 14.

Elke vakvereniging, elke in het vak belanghebbende persoon of elke daartoe gemachtigde vereniging mogen aan het comité bekendmaken dat het betaalde loon beneden het minimum-loon is, voor het bedrijf bepaald.

Die personen en die groepen mogen insgelijks alle bij de wet voorziene rechtsvorderingen instellen en het comité doet de klacht geworden aan alle betrokken overheidspersonen.

ART. 15.

De beslissingen der looncomiteiten worden bekendgemaakt op de wijze bepaald door den betrokken minister.

Deze beslissingen hebben, na afloop van de dertig dagen volgende op die bekendmaking, kracht van wet binnen het gebied, tenzij beroep is aangetekend.

De beslissingen der looncomiteiten en de besluiten der Commissie voor hooger beroep, waarvan sprake is in het hierna-volgend artikel, blijven van kracht gedurende een termijn van twee jaren, te rekenen van den dag waarop ze worden

terme, elles reprendront vigueur pour un nouveau terme de deux années, à moins que l'inspecteur du travail, un syndicat ou toute personne intéressée dans la profession ne saisisse à nouveau le comité.

ART. 16.

Il peut être interjeté appel contre les décisions d'un comité de salaires par le ministre compétent, par l'inspecteur en chef du travail et par tous syndicats ou personnes intéressés dans la profession, devant la *Commission d'appel en matière de salaires*, laquelle sera instituée par le ministre et composée sur bases paritaires par des délégués choisis parmi les membres des comités de salaires.

La compétence de la Commission d'appel s'étend au pays entier et à toutes les professions représentées dans les comités de salaires.

Le délai d'appel est de trente jours et court du jour de la publication de la décision d'un comité de salaires.

La Commission d'appel juge en dernier ressort. Elle pourra se constituer également comme Commission centrale de revision et, dans un but de coordination, modifier d'office les décisions des comités de salaires.

ART. 17.

Les contrats collectifs peuvent être soumis à l'homologation du comité de salaires, qui aura le droit — à condition qu'ils s'appliquent au tiers des ouvriers similaires de la région concernée — d'en étendre le bénéfice aux autres travailleurs de la même catégorie professionnelle.

toegepast. Bij afloop van dezen termijn, worden zij andermaal van kracht voor een nieuwen termijn van twee jaren, ten ware de arbeidstoeziener, eene vakvereeniging of elk andere in het vak betrokken persoon de zaak weder aanhangig make bij het comiteit.

ART. 16.

Tegen de beslissingen van een looncomiteit kan door den betrokken minister, door den hoofd-arbeidstoeziener alsmede door alle vakvereenigingen of in het vak belanghebbende personen beroep worden ingesteld bij de *Commissie voor hooger beroep in zake van loon*; deze Commissie wordt door den minister benoemd en, naar grondslagen van gelijkheid, samengesteld uit afgevaardigden gekozen onder de looncomiteiten.

De bevoegdheid van de Commissie voor hooger beroep strekt zich uit tot het gansche land en tot al de vakken, in de looncomiteiten vertegenwoordigd.

Tot het aanteekenen van beroep heeft men dertig dagen; deze termijn neemt een aanvang te rekenen van den dag waarop de beslissing van een looncomiteit wordt bekendgemaakt.

De Commissie voor hooger beroep doet uitspraak in laatsten aanleg. Zij kan insgelijks optreden als hoofdcommissie voor de herziening en, met een doel van ordening, de beslissingen der looncomiteiten ambtshalve wijzigen.

ART. 17.

De gemeenschappelijke overeenkomsten mogen worden onderworpen aan de bekrachtiging van het looncomiteit, en, mits zij toepasselijk zijn op een derde der gelijksoortige arbeiders van het betrokken gewest, heeft het comiteit het recht het voordeel daarvan uit te strekken tot de overige arbeiders van dezelfde bedrijfsgroep.

CHAPITRE V.

Sanction.

ART. 18.

Toute violation d'une des dispositions de la présente loi constitue, pour chaque fait et vis-à-vis de chaque ouvrier, un *délit* et donnera lieu à une peine distincte.

Tout employeur qui commet une infraction aux prescriptions des articles de la présente loi sera puni d'une amende de 26 à 300 francs et, en cas de récidive, d'une amende double pour chaque délit.

CHAPITRE VI.

Articles additionnels.

ART. 19.

En dehors des obligations résultant des articles précédents, les inspecteurs du travail et fonctionnaires judiciaires surveilleront spécialement le paiement des salaires et veilleront tout particulièrement à la répression du *truck-system*.

ART. 20.

Les lois sur le paiement des salaires, sur l'inspection du travail, sur le travail des femmes et des enfants, sur les accidents de travail, sur le repos dominical seront applicables aux travailleurs visés à l'article 2.

HOOFDSTUK V.

Strafbepaling.

ART. 18.

Elke overtreding van eene der bepalingen van deze wet maakt, voor elk feit en ten aanzien van elken werkman, een *wanbedrijf* uit en geeft aanleiding tot eene afzonderlijke straf.

Elke werkgever, die zich schuldig maakt aan overtreding van de voorschriften der artikelen van deze wet, wordt gestraft met eene boete van 26 tot 300 frank en, ingeval van herhaling, met eene boete gebracht op het dubbel voor elk wanbedrijf.

HOOFDSTUK VI.

Bijkomende artikelen.

ART. 19.

Buiten de verplichtingen, voortspruitende uit de voorgaande artikelen, houden de arbeidstoezieners en de rechterlijke ambtenaren inzonderheid het oog op de betaling der loonen en zorgen bovenal voor de beteugeling van het *truck-system*.

ART. 20.

De wetten op de betaling van het loon, op het arbeidstoezicht, op den arbeid der vrouwen en der kinderen, op de arbeidsongevallen, op de Zondagsrust zijn van toepassing op de in artikel 2 bedoelde werklieden.

C. HUYSMANS.
J. DESTREE.
RENS.
DAENS.
D^r DELBEKE.
D^r VANDEPERRE.